

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 19 mars 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**MECATRACTION S.A.**

BP 8  
19230 Arnac-Pompadour

**Références : 2026-03-19 UiD2026-0034r georisques**

Code AIOT : 0006000415

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement MECATRACTION S.A. implanté BP8 19230 Arnac-Pompadour. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site a été visité dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC 7).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MECATRACTION S.A.
- BP8 19230 Arnac-Pompadour
- Code AIOT : 0006000415
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MECATRACTION SA est une filiale du groupe SICAME, spécialisée dans la fabrication de matériel de câblages et de connexions industrielles pour divers clients tels que les secteurs de l'automobile, du ferroviaire, de l'électroménager, de l'aérospatial, de l'aéronautique, de les énergies renouvelables ou les datacenters. Elle emploie 200 personnes permanentes sur le site d'Arnac-Pompadour. Le site héberge également des activités de recherche et développement, de test laboratoire et de formation ainsi qu'un service de SAV.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 08 octobre 2004
- Donner acte du 26 juillet 2019
- Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques (Annexe XVII)

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative,
- Contrôle périodique électricité et incendie,
- Moyens de lutte contre l'incendie,
- Formations et consignes,
- Produits chimiques,
- Déchet,
- Bruit.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Matériel électrique de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.6	Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle périodique incendie	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Produits chimiques – Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
11	Accès FDS aux travailleurs et représentants	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Demande d'action corrective	6 mois
12	Étanchéité réservoirs enterrés (Récolement VI 2018)	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 3.11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 8.3	Demande d'action corrective	1 mois
14	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Contrôle périodique électricité	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 4.9	Sans objet
6	Issue de secours	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.4	Sans objet
7	Propreté	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 4.4	Sans objet
8	Consigne et formation	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.3	Sans objet
15	Bruit	Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 9.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien tenu, l'exploitant procède aux contrôles périodiques et à la veille concernant la réglementation qui lui est applicable. Le site est dans une démarche d'amélioration continue et dispose de plusieurs certifications et notamment la norme ISO 14 001.

Des éléments justificatifs et des actions correctives sont toutefois attendus, notamment concernant la cuve enterrée de récupération des eaux de process, la gestion des eaux pluviales et les moyens incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 2.2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /			
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation du 27 novembre 2003, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.			
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 08 octobre 2004 et d'un donner acte en date du 26 juillet 2019 mettant à jour les activités comme mentionné au tableau ci-après. Le site relève de la procédure d'autorisation tel que mentionné dans le courrier de donner acte du 26 juillet 2019 (article R.181-46 du Code de l'environnement visé).			
Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et volume autorisé	Régime
2560-1	<b>Travail mécanique des métaux et alliages</b> , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	Puissance totale déclarée : 1 175 kW	E
2561	Production industrielle par <b>trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages</b>	-	D

4715	<b>Hydrogène</b> (numéro CAS 133-74-0). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation terrestre étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	100 kg < Q(253 kg)	D
------	---	--------------------	---

Au jour de la visite, l'exploitant a présenté un bilan de classement ICPE des activités du site en date du 02 mars 2026 (intervention fin 2025 par un prestataire externe). Ce bilan de classement fait apparaître les éléments suivants :

- Rubrique 4715 : la quantité d'hydrogène stockée sur site est de 12 kg et donc en dessous des seuils de classement. L'exploitant indique qu'il suppose une erreur de calcul initiale ayant abouti au classement sous cette rubrique.
- Rubrique 2564-1-c : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. Le volume des cuves de traitement est supérieur à 200L de solvants, classant le site sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique. Une réflexion est en cours par l'exploitant afin de diminuer la quantité de solvant afin d'être sous ce seuil de classement.
- Rubrique 2565-2 : Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, le volume de cuve pour cette activité dépasse le seuil de classement sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique fixé à 200L. À noter qu'historiquement l'arrêté préfectoral de 2004 classait le site sous le régime de la déclaration pour cette rubrique du fait d'une cuve de traitement de 500L. Cette rubrique était devenue non classée dans le dernier acte de 2019. Là également, l'exploitant réfléchit à diminuer l'activité pour passer sous le seuil de classement.
- Les autres rubriques (2560-1 et 2561) restent inchangées.

**Concernant la rubrique 4715, l'exploitant doit procéder à l'information de la cessation d'activité auprès des services de la préfecture et de l'Inspection via un porter à connaissance.** À noter que cette rubrique n'étant pas mentionnée à l'article R. 512-66-3 du Code de l'Environnement, l'attestation de mise en sécurité prévue à l'article L. 512-12-1 dans le cas d'une cessation d'activité n'est pas attendue.

**Concernant les rubriques 2565 et 2564, l'exploitant peut :**

- ***Soit conserver son niveau d'activité, procéder à un récolement vis-à-vis des arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux rubriques 2565\* et 2564\*\* et déclarer ces activités via un porter à connaissance auprès des services de la préfecture et de l'Inspection.***
- ***Soit réduire l'activité afin de rester, en toutes circonstances, en dessous du seuil de déclaration*** prévu à la nomenclature des installations classées pour ces rubriques et auquel cas le site restera non classé pour ces rubriques et aucune télédéclaration ne sera attendue.

A noter, les porter à connaissances attendus pourront prendre la forme de simples courriers d'information ou être intégré dans un dossier plus complet, notamment dans le cadre d'un récolement avec l'arrêté préfectoral tel que mentionné ci-après et/ou les éléments visés au constat n°14.

*\* Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 (Métaux et matières plastiques [traitement des] pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés)*

*\*\*Arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement*

L'exploitant a également indiqué être en cours de réflexion (devis en cours) concernant un audit de conformité général vis-à-vis des prescriptions qui lui sont applicables. **À l'issue de ce travail, si nécessaire, un porter à connaissance pourra être adressé à l'Inspection afin d'éventuellement mettre à jour l'arrêté préfectoral et le régime de procédure applicable afin de l'aligner avec le régime ICPE du site.**

Par ailleurs, l'exploitant indique ne pas avoir eu d'accident ou d'incident sur son site. L'Inspection a rappelé que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026, les incidents et accidents doivent être télédéclarés sur le portail : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant informe, via un porter à connaissance, les services de la préfecture et de l'Inspection de la cessation d'activité concernant la rubrique 4715.**

**Sous 3 mois, l'exploitant définit s'il souhaite maintenir ou non son niveau d'activité sur les rubriques 2565 et 2564 et procède le cas échéant à l'information des services de la préfecture et de l'Inspection via un porter à connaissance telle que mentionné ci-avant.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## **N° 2 : Contrôle périodique électricité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 4.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté 10 octobre 2000 relatif à la réglementation du travail.

**Constats :**

L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel de ses installations électriques et planifie ces visites via un suivi sur leur logiciel de GMAO.

Au jour de la visite, le rapport de contrôle en date du 19 juin 2025 sur un périmètre complet a été présenté à l'Inspection. Ce rapport fait apparaître 9 observations dont certaines déjà relevées lors des contrôles précédents.

Interrogé sur la gestion de ces observations, l'exploitant précise qu'elles sont gérées via des « bons travaux » et que les observations récurrentes concernent notamment des équipements qui ne sont pas utilisés (borne de recharge véhicule) puisqu'une réflexion est en cours au niveau du groupe sur ce sujet.

**L'exploitant doit toutefois veiller à lever ces observations avant le prochain contrôle périodique électricité, par exemple en déconnectant l'équipement non utilisé.**

Le rapport de contrôle thermographie en date du 19 juin 2025 a également été présenté et ne fait apparaître aucune observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Matériel électrique de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

Dans les zones à risque d'explosion, identifiées conformément à l'article 5.1 du présent arrêté, les installations électriques sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980. [...]

**Constats :**

Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) a été présenté à l'Inspection, l'exploitant précise que les informations sont reportées au Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) et les éventuelles actions en découlant sont reportées et traitées via le plan d'action SST.

Les zones ATEX concernent essentiellement les zones de charge des charriots, les zones de stockages gaz et les postes de soudure.

Lors de la visite, les affichages des zones ATEX ont été vues par sondage, les pictogrammes étaient bien présents, excepté sur le poste de soudure visité. **L'exploitant doit remettre en place l'affichage et veiller à son maintien.**

**Le plan des zones à risque doit être mis à jour en intégrant les zones ATEX.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant remet en place l'affichage ATEX au poste de soudure et veille à son maintien.**

**L'exploitant met à jour son plan des zones à risque en intégrant les zones ATEX (et les zones de stockage des produits chimiques) et le transmet à l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 4 : Contrôle périodique incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, /

**Prescription contrôlée :**

[...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]

**Constats :**

L'exploitant procède à la vérification des moyens de lutte contre l'incendie :

Concernant les extincteurs et les RIA, le rapport de contrôle périodique du 13 mars 2025 a été présenté à l'Inspection. Le contrôle périodique pour l'année 2026 était en cours au moment de la visite. L'exploitant précise que si des éléments sont défectueux, ils sont directement remplacés par

le prestataire.
<u>Concernant les poteaux incendie</u> , 2 poteaux sont présents sur site et ont été vus lors de l'Inspection. Le rapport de contrôle périodique du 22 juillet 2025 a été présenté à l'Inspection et indiquait que ces poteaux étaient conformes sans toutefois en préciser le débit.
<u>Concernant la réserve incendie</u> , l'exploitant indique qu'elle est entretenue par la communauté de commune mais ne dispose pas au jour de la visite d'éléments justifiant de cet entretien. <b>L'exploitant doit s'assurer que la réserve incendie est fonctionnelle et accessible en toutes circonstances.</b>
<u>Concernant les détecteurs incendie et les alarmes</u> , ils sont contrôlés semestriellement par un prestataire et les rapports du 24 avril 2025 et du 18 novembre 2025 ont été présentés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant transmet des éléments justificatifs assurant que la réserve incendie est bien entretenue et fonctionnelle.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur notamment : a) d'un volume de 930 m <sup>3</sup> utilisable en 2 heures. Ce volume doit assurer la défense extérieure contre l'incendie. Ce débit d'eau sera apporté par le réseau, à concurrence de sa capacité, le complément devra être fourni par une ou plusieurs réserves complémentaires à créer. [...] b) d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, [...]
<b>Constats :</b> Au jour de la visite, l'exploitant ne connaît pas le volume de la réserve incendie, ni les débits des poteaux incendie. <b>L'exploitant doit justifier de la disponibilité du volume d'extinction de 930 m<sup>3</sup> sur 2 h tel que mentionné à l'arrêté préfectoral sus-visé.</b> Lors de la visite, les voies d'accès pompiers étaient dégagées, 3 portails permettent l'accès aux 3 façades et les moyens de lutte contre l'incendie vu par sondage étaient accessibles. À noter que les SDIS des casernes aux alentours disposent de malles avec les clés d'accès au site en cas de besoin et que le site compte des pompiers volontaires dans ses effectifs. Également, des équipiers de 1 <sup>re</sup> intervention sont formés et présents sur site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit justifier de la disponibilité du volume d'extinction de 930 m<sup>3</sup> sur 2 h tel que mentionné à l'arrêté préfectoral sus-visé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Issue de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel, et comportent notamment des issues de secours en nombre suffisant et judicieusement réparties.</p> <p>En particulier, les ateliers et locaux où sont stockés des matières combustibles sont pourvus d'au moins deux issues de secours disposées dans des directions opposées, clairement balisées ; les portes de ces issues doivent pouvoir être manœuvrées de l'intérieur et s'ouvrir vers l'extérieur</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les issues de secours vues par sondage lors de la visite étaient bien signalées et bien accessibles. L'exploitant précise être vigilant sur ce point, que des marquages au sol sur les zones régulièrement encombrées ont été mis en place et que la vérification d'accessibilité fait partie des contrôles réalisés lors des audits de poste.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les routines de nettoyage ne sont pas formalisées mais gérées et réalisées par chaque secteur. Lors de la visite, le site est apparu maintenu en bon état de propreté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Consigne et formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Le personnel d'exploitation doit être informé des risques inhérents aux activités de l'installation et des précautions à prendre pour éviter les accidents ou les pollutions.</p> <p>b) Il doit notamment subir une formation à la conduite à tenir en cas de départ d'incendie ou de pollution et au maniement des moyens de lutte contre l'incendie ou la pollution. Cette formation doit être renouvelée et entretenue en tant que de besoin.</p> <p>c) Des consignes, affichées d'une manière très apparente dans chaque local et à proximité des moyens de protection et de lutte contre l'incendie, rappelleront :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les essais périodiques à effectuer sur les dispositifs de lutte contre l'incendie ;</li> <li>• la conduite à tenir par chacun en cas d'incendie ;</li> <li>• les numéros d'appels d'urgence (internes et externes).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'accueil sécurité est formalisé pour l'ensemble du personnel travaillant sur site. Un support de présentation est disponible et le site est visité. Enfin, un questionnaire vient confirmer l'acquisition des connaissances.</p> <p>Les collaborateurs sont formés (notamment équipier 1<sup>er</sup> intervention, guide file/ serre file, moyens de lutte incendie, SST) et le renouvellement des formations est géré par les équipes RH (tableau de suivi présenté lors de l'inspection).</p> <p>Des exercices d'évacuations sont réalisés 1 fois par an. L'exploitant indique que la procédure d'évacuation a été revue récemment par un collaborateur pompier et que cette dernière sera testée prochainement. À l'issue, un exercice avec le SDIS sera envisagé (le dernier exercice avec eux remontant à avant 2023).</p> <p>Enfin, les consignes et procédures ont été en partie revues sur 2025 et le chantier se poursuit sur 2026. Il a été constaté par sondage lors de la visite que ces consignes sont bien affichées aux postes de travail et que les collaborateurs signent le document pour attester de leur prise de connaissance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : État des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 4.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas d'état des stocks de ses produits dangereux. Une liste de l'ensemble des produits existe (plus de 200 références) et a été présenté à l'Inspection, cependant les quantités stockées ne sont pas disponibles.</p> <p>L'exploitant précise qu'une procédure d'introduction des produits chimiques existe et que chaque ajout vient alimenter une base de données. La quantité de matière susceptible d'être stockée pourrait être renseignée via cette base.</p> <p>A noter que cet état des stocks doit être disponible en toutes circonstances et particulièrement en cas d'incident empêchant un accès sur site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit mettre en place et tenir à jour un état des stocks de l'ensemble des produits dangereux en retenant les quantités maximales susceptibles d'être stockées sur site (risque majorant). Cet état des stocks est transmis à l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 10 : Produits chimiques – Mesures de maîtrise des Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
---

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Article 37 du règlement REACH

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

<b>Constats :</b>
-------------------

Les zones de stockages des produits chimiques ont été visitées :

- Une armoire en extérieur, spécifique au stockage des produits chimiques avec rétention intégrée.
- Une zone en intérieur, la zone est sur rétention complète et des rétentions sont également présentes sous certains contenant de produits. Les produits stockés dans cette zone iront à terme dans l'armoire extérieure.

Les produits stockés sont correctement identifiés (étiquette présente sur les emballages) et une réflexion concernant la compatibilité des produits a été menée par l'exploitant (affichage en place dans la zone intérieure).

L'armoire ayant été installée récemment, les affichages indiquant la présence de produits chimique et les risques associés ne sont pas en place.

Concernant les déversements, des kits déversement, des boudins absorbants et du sable sont disponibles sur site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

**L'exploitant met en place la signalisation relative aux produits chimiques au niveau de l'armoire de stockage en extérieur. Des éléments justifiant de cette mise en place sont transmis à l'inspection.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
--

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 11 : Accès FDS aux travailleurs et représentants**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35
---

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Accès FDS aux travailleurs et représentants
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

<p>Article 35 du règlement REACH</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique disposer des fiches de données de sécurité (FDS) pour l'ensemble des produits chimiques stockés sur site. Ces dernières sont demandées au fournisseur à chaque commande.</p> <p>Les informations sont reportées dans la base de données et permettent de générer des FDS simplifiées imprimées et mises à disposition des collaborateurs. Les FDS complètes sont accessibles à tous sur le réseau informatique.</p> <p>Au vu des nombreuses références produit, l'exploitant ne sait pas garantir au jour de la visite que l'ensemble des fiches de données de sécurité sont en cours de validité. Cette difficulté a déjà été identifiée par l'exploitant et un utilitaire permettant notamment la gestion des produits chimiques et disposant d'un système d'alerte et de suivi de mises à jour est à l'étude.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit disposer de l'ensemble des FDS à jour et garantir ce maintien à jour pour les produits chimiques stockés sur site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 12 : Étanchéité réservoirs enterrés (Récolement VI 2018)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 3.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] h) Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs à double paroi avec détection de fuite ou placés en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>i) Les réservoirs fixes aériens ou enterrés sont munis de jauges de niveau. Les réservoirs enterrés sont munis de limiteurs de remplissage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'inspection de 2018 relevait l'absence de vérification d'étanchéité de la cuve enterrée et demandait une planification de ce contrôle en 2019.</p> <p>Cette cuve enterrée de 7000L contient les eaux de process qui sont vidangées hebdomadairement par un prestataire externe pour évacuation en déchets.</p> <p>Au jour de la visite l'exploitant a expliqué que ce contrôle avait bien été initialisé en 2019 (rapport du prestataire en date du 19/09/2019 présenté lors de l'inspection) mais ce rapport conclu à l'impossibilité technique de procéder à cette vérification. L'exploitant a procédé à des campagnes de vérification interne en mesurant le niveau dans la cuve avant et après le week-end et n'a pas noté de baisse significative du niveau.</p> <p>Cependant, au vu de ces difficultés et l'impossibilité de vérifier fermement l'étanchéité, l'exploitant a pour projet de mettre en place une cuve aérienne d'un volume de 25-30 m<sup>3</sup> pour</p>

<p>recupérer les effluents du site. Des devis sont à l'étude au jour de l'inspection.</p> <p>Concernant la question de l'exploitant sur la nécessité d'une cuvette de rétention pour des réservoirs aériens avec une double paroi, l'Inspection précise les éléments suivants : au sens de l'arrêté ministériel du 3/10/2010 modifié, un réservoir à double paroi est un réservoir aérien pour lequel la rétention est délimitée par une seconde paroi métallique ou en béton formant un espace annulaire d'axe vertical autour du réservoir. Le rapport du GESIP (01/2011) précise que pour ce type de réservoir la cuvette de rétention est constituée de l'anneau en béton ou métallique (couvert ou ouvert) entourant le réservoir. Cet espace annulaire contenant le réservoir, est la rétention du réservoir.</p> <p>Il ne faut néanmoins pas confondre avec un réservoir double-enveloppe : la double-enveloppe entoure l'intégralité du réservoir avec un espace interstitiel minimum et est souvent équipée d'un système de détection de fuite. Les réservoirs double-enveloppe sont généralement employés pour les cuves enterrées. Toutefois, les normes NF EN utilisent le terme « double paroi » pour décrire les réservoirs « double-enveloppe ». Il n'y a pas de prescriptions particulières pour les bacs à double-enveloppe placés en aérien : <b>ce sont des réservoirs comme les autres qui doivent disposer d'une cuvette de rétention.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant transmet sous 3 mois un élément assurant de la mise en œuvre d'une nouvelle cuve de récupération des eaux de process (devis signé, commande) et sous 6 mois, transmet des éléments justifiant de la mise en place effective de ce nouveau système (bon de réception travaux, photographie,...).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois pour définir un prestataire et un projet, 6 mois pour mettre en œuvre la solution retenue.</p>

#### N° 13 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 8.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>a) Les déchets et résidus en attente de traitement sont soigneusement triés puis stockés, dans des conditions garantissant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, des envols ou des odeurs) ou d'incendie pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les principaux déchets dangereux produits par le site sont les eaux de process, des déchets souillés et des huiles usagées. Les évacuations des déchets sont gérées soit via des routines hebdomadaires, soit déclenchées à la demande par le service logistique.</p> <p>Le registre déchet et les bordereaux de suivi sont disponibles sur Trackdechets (consulté par l'Inspection). En 2024, 258,97 tonnes de déchets dangereux ont été évacuées et en 2025, 295,67 tonnes.</p> <p>L'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 <i>relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets</i>, impose une déclaration quand les quantités de déchets</p>

dangereux générés ou expédiés par l'établissement sont supérieures à 2 tonnes par an.

Au jour de la visite, ces éléments ne sont pas saisis sur GERE. L'exploitant indique que la personne anciennement en charge est en arrêt maladie longue durée et que les saisies n'ont pas pu être réalisées, l'exploitant n'arrivant pas à se connecter. Suite à la visite, les comptes ont été recréés par l'Inspection et l'exploitant a immédiatement procédé à la saisie des informations relatives aux déchets pour l'année 2025.

L'exploitant indique être en cours de réorganisation de sa zone de stockages déchets et en changement de fournisseurs. Les zones de stockages des déchets sont globalement propres et bien identifiées. Deux points de vigilance ont été relevés :

- la cuve des eaux de process visée au constat n°12
- un GRV d'huiles usagées stocké en extérieur sans rétention.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant met en place une rétention sous le GRV d'huiles usagées et transmet un élément justifiant la réalisation de l'action à l'inspection**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 14 : Gestion des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 6.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

[...] b) Avant de rejoindre le milieu naturel, ces eaux doivent transiter par :

- un bassin de confinement dimensionné pour retenir les premiers flots des eaux pluviales ainsi que les eaux d'extinction d'un incendie survenant dans l'établissement d'un volume minimum de 930 m<sup>3</sup>. Ce bassin pourra servir à d'un éventuel incendie, il sera équipé d'une vanne manuelle permettant de confiner des eaux polluées par un déversement accidentel ou un incendie, avant tout rejet vers le milieu naturel ;
- un dispositif débourbeur/déshuileur.

c) Préalablement à chaque opération de nettoyage ou de vidange des dispositifs prévus aux b), et sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il doit être procédé à un prélèvement de l'eau retenue aux fins d'analyses.

d) Les rejets au milieu naturel sont conformes aux valeurs suivantes :

Paramètres (analyses normalisées)	Valeurs (en mg/L)
MES (NF 90 105)	100
DBO5 (NF 90 103)	100
DCO (NF 90 101)	300
Hydrocarbure (NF 90 114)	10

En outre, le pH est compris entre 5,5 et 8,5 et la température n'excède pas 30 °C.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral sus-visé, prévoit que les eaux pluviales non polluées doivent transiter, avant de rejoindre le milieu naturel, par un bassin de confinement dimensionné pour retenir les premiers

<p>flots et par un dispositif débourbeur/déshuileur. Également, des analyses doivent être réalisées avant les opérations de vidange.</p> <p>Au jour de la visite, il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux pluviales transitent bien par des dispositifs de débourbeurs/déshuileurs qui sont régulièrement vidangés ;</li> <li>• Les eaux pluviales ne sont pas confinées avant rejet ;</li> <li>• Aucune analyse pluviale n'est réalisée.</li> </ul> <p>Par ailleurs, le bassin de confinement des eaux d'extinction est constitué par le parking du bas du site. L'exploitant n'a pas connaissance du volume de rétention que cela représente.</p> <p>En cas d'incendie, des obturateurs sont mis en place dans la canalisation au niveau du portail (obturateurs stockés à proximité et vérifiés régulièrement) et la vanne d'obturation du rejet vers le réseau pluvial est fermée (vanne fonctionnelle, manipulée par l'exploitant lors de la visite). Ces actions sont reprises dans la procédure incendie du site et sont réalisées lors des exercices d'évacuation.</p> <p>L'obturateur avant rejet au pluvial est bien signalé par un panneau accroché à la clôture, cependant l'indication du sens de manipulation de la vanne (ouvert/ fermé) n'est pas clairement matérialisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit justifier de l'impossibilité technique/organisationnelle de confiner, en toutes circonstances, les eaux pluviales avant leur rejet au milieu naturel ainsi que de l'absence de risque pour les intérêts à protéger. Un porter à connaissance doit être transmis dans ce sens à l'Inspection, afin de demander l'ajustement des prescriptions. Ce porter à connaissance pourra éventuellement faire l'objet d'un dossier mutualisé avec les éléments visés au constat n°1</b></p> <p><b>L'exploitant doit justifier que le volume de rétention des eaux d'extinction est conforme aux prescriptions sus-visées, soit un volume minimum de 930 m³.</b></p> <p><b>L'exploitant met en place un affichage indiquant le sens de manipulation de la vanne d'obturation sur le parking.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 15 : Bruit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2004, article 9.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>9.5. Contrôles</b></p> <p>L'exploitant devra s'assurer fréquemment qu'il respecte les dispositions ci-dessus, au moyen notamment de mesures quinquennales réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal de l'usine, en des points et par une personne ou un organisme qualifié(e), choisis en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées ; [...]</p> <p><b>9.4 Niveaux sonores</b></p> <p>les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, d'une émergence supérieure à celle</p>

indiquée dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence étant définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt ; les niveaux de bruits sont appréciés, conformément aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.

b) A cet effet, les niveaux sonores maximum admissibles mesurés en limites de propriété de l'établissement sont limités à :

- 70 dB(A) pour la période « jour » allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés;
- 60 dB(A) pour la période « nuit » allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

#### **Courrier du Préfet du 8 février 2017**

[...] Une nouvelle campagne de mesures acoustiques devra être réalisée avant la fin de l'année 2017. Ces nouvelles mesures devront respecter :

- l'emplacement des points de mesures (zones à émergences réglementées, limites de propriété),
- les normes en vigueur,
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 [...]

#### **Constats :**

Le courrier du 8 février 2017 précisait qu'une nouvelle campagne de mesures acoustiques devait être réalisée avant la fin de l'année 2017. Ces nouvelles mesures devaient notamment respecter l'emplacement des points de mesures (zones à émergences réglementées, limites de propriété), les normes en vigueur et l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Le rapport de contrôle acoustique du 7 au 8 avril 2025 a été présenté à l'inspection. Les conditions de mesure sont conformes aux normes en vigueur. Le rapport conclut que le site est conforme en tout point.

**Type de suites proposées :** Sans suite